



## On perdrait courage pour moins que ça. Et pourtant...

Il y a eu d'abord le coronavirus. À peine était-elle terminée, à peine les fêtes avaient commencé, que cette crise passait la main à la crise énergétique. Citoyens et entreprises — et en premier lieu l'industrie manufacturière — étaient confrontés à des factures énergétiques prohibitives. L'industrie européenne du métal mettait en garde : si on n'intervenait pas rapidement, les secteurs à haute intensité énergétique allaient subir une perte d'emploi permanente. Le tissu industriel, en Europe, était plus ou moins en jeu. Tout cela alors que dans les entreprises énergétiques, on ne comptait plus les « super bénéficiaires ».

### ON PERDRAIT COURAGE POUR MOINS QUE ÇA. ET POURTANT...

Comme pendant la crise du coronavirus, nous défendons en premier lieu le pouvoir d'achat. En Belgique, nous avons, grâce à notre combat, une arme puissante et unique : notre indexation automatique. En bonne comme en mauvaise conjoncture, les organisations patronales tentent de supprimer l'indexation automatique avec l'aide de politiciens amis. Ils n'y sont pas parvenus, et nous veillerons à ce qu'ils n'y parviennent pas à l'avenir.

Notre index sauvegarde une grande partie de notre pouvoir d'achat. Il est important pour notre économie et notre consommation. Mais ce n'est pas assez ; il faut prendre des mesures supplémentaires. Les besoins en énergie sont énormes, et la pauvreté énergétique menace de nombreux ménages. L'élargissement du tarif social, l'abaissement de la TVA sur le gaz et l'électricité à 6 %... sont des mesures positives qui pourtant ne suffisent pas pour payer les factures. Encore moins pour ceux qui ne peuvent pas bénéficier des mesures de protection. C'est pourquoi l'abaissement de la facture énergétique doit rester la priorité des priorités de tous les gouvernements.

### LE DÉCOURAGEMENT NE NOUS AVANCERA À RIEN. MOBILISONS-NOUS !

Nous nous sommes rassemblés le 21 septembre à Bruxelles pour crier haut et fort notre message. Nous continuerons ; il faut rapidement des solutions. Pour réaliser cet objectif, le front commun syndical appelle à une grève nationale le 9 novembre.

### MAIS NOUS DEVONS REGARDER PLUS LOIN...

Nous constatons à quel point l'énergie est le moteur de notre économie et quelles sont les conséquences de notre dépendance à d'autres régions pour notre approvisionnement énergétique.

Personne n'a à gagner en s'accusant mutuellement ou en se lamentant que « tout est foutu ». Ou encore en imitant un certain bourgmestre qui ne cesse de se victimiser.

La question est de savoir si nous pouvons nous permettre le luxe d'avoir une industrie manufacturière qui part vers d'autres pays ou d'autres continents... Parce que l'énergie y coûte moins cher ou y est garantie. Tout est lié... Si on ne produit plus rien, on ne transportera plus rien.

C'est pourquoi nous devons investir maintenant dans des énergies renouvelables - l'énergie solaire et l'énergie éolienne - tout comme dans des infrastructures et une industrie manufacturière neutre pour le climat.

### LA PROCHAINE CRISE SERA UNE CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Déjà pour la seule transition climatique — véhicules électriques, éoliennes, panneaux solaires et bornes de chargement — on aura besoin de quantités inimaginables de métaux et d'autres matières premières. Métaux pour lesquels l'Europe dépend à nouveau, dans une très large mesure, de l'étranger. L'économie circulaire joue ici un rôle très important. Nous devons accélérer la tendance. Ce n'est que de cette manière que nous pourrions garder sous contrôle notre vulnérabilité dans le domaine des matières premières.

Nous sommes convaincus que cette transition offre de nombreuses possibilités pour rendre notre économie plus forte, plus résiliente, plus durable, plus circulaire et plus indépendante.

**Ne perdons pas courage. Nous sommes prêts à engager le combat pour le pouvoir d'achat, maintenant ! Nous sommes prêts à lutter pour un meilleur avenir.**

Frank Moreels, Président UBT



## BOREALIS

# La lutte contre le dumping social doit être une priorité

### LE SCANDALE BOREALIS

Fin juillet, on apprenait que l'entreprise chimique Borealis se rendait coupable de dumping social et de traite des êtres humains. 174 victimes ont été identifiées. Ces hommes sont venus des Philippines, du Bangladesh et de Turquie. Pourquoi ? Pour travailler comme soudeurs ou tuyauteurs, sur un chantier où Borealis construit une nouvelle usine de production de plastique.

Dans quelles conditions ? Ces travailleurs devaient travailler six jours sur sept, pour un salaire d'à peine 650 € par mois. Ils étaient logés dans de mauvaises conditions. La plupart étaient illégalement dans le pays, leur permis de travail ayant expiré.

C'est la toute première fois que ces pratiques sont dénoncées à une telle échelle en Europe de l'Ouest.

### LE DONNEUR D'ORDRE EST LUI AUSSI RESPONSABLE

L'entreprise Borealis a fait savoir être "étonnée et choquée" par les faits découverts sur son chantier. Elle en place la responsabilité complète chez les sous-traitants – IREM-Ponticelli et Anki Technology – à savoir les employeurs officiels des victimes. Pourtant Borealis était déjà au courant au mois de mai – c'est-à-dire plus d'un mois avant l'éclatement du scandale – des mauvaises conditions de travail sur le chantier (parce que des abus avaient été constatés lors de l'occupation de travailleurs ukrainiens).

Frank Moreels, président de l'UBT estime que la réaction de Borealis est beaucoup trop facile : « Borealis est responsable de ce qui se passe sur son chantier. Je dirais même que des multinationales comme Borealis contribuent pour une large part à de tels abus, car il faut toujours produire au moindre coût. Cette course vers le bas est depuis longtemps dénoncée par les syndicats. Pourtant, on ne prend pas assez de mesures pour rendre effectivement responsables les donneurs d'ordre. »

”

Depuis des années,  
les syndicats prêchent  
dans le désert et plaident  
pour plus d'inspecteurs.

Frank Moreels

### FRAUDE DÉCOUVERTE CHEZ LA FIRME DE TRANSPORT ACT

Le scandale de Borealis n'est pas le seul exemple récent. Récemment, nous avons appris que Jo Brouns – ministre flamand du Travail – a retiré 161 permis de travail au sein de la firme de transport ACT, active dans le Port d'Anvers.

On y a constaté de lourdes infractions : occupation illégale, salaires trop bas et non-respect des règles en matière de sécurité sociale.

Cela démontre que la lutte contre la fraude et le dumping social est loin d'être terminée. L'UBT tape depuis longtemps sur ce clou. Pour utiliser les paroles de Frank Moreels : « Depuis des années, les syndicats prêchent dans le désert et plaident pour plus d'inspecteurs. Le service d'inspection spécialisée dans le secteur du transport occupe actuellement huit personnes au total pour la Flandre. Deux fois rien quand on voit le nombre de poids lourds qui utilisent nos routes ! »

Entretiens, le monde politique s'est (enfin) réveillé. Le ministre flamand du Travail a annoncé le 13 septembre dernier une série de mesures. Ainsi, il veut que les donneurs d'ordre échappent moins facilement à leurs responsabilités et il a aussi augmenté le montant des amendes. Il va aussi engager du personnel supplémentaire pour l'inspection sociale flamande afin d'augmenter sensiblement le nombre de contrôles. ◀